

Car, aux temps de la première République, c'était sur ce terrain que se posait le problème de la culture. Le communiste Aussoleil devait, par la suite, rappeler à M. Ferdinand Buisson qu'aujourd'hui, dans les écoles, il ne s'agit jamais de morale universelle. Aussi Bracke est-il de son temps en faisant de l'enseignement et de la culture une question non pas morale, mais strictement intellectuelle.

Le premier corollaire, c'est que sa conception de l'activité humaine est purement individualiste. Il critique très justement la forme donnée par la bourgeoisie à l'enseignement universel : les trois ordres d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur) correspondent bien aux trois classes des ouvriers, des techniciens — contremaitres, ingénieurs, subalternes de tout genre — et des patrons. Mais tout son programme de socialiste se réduit à prétendre réformer l'anarchie capitaliste, à vouloir rendre la société raisonnable et juste, afin que, dans ce cadre abstraitement parfait, tout un chacun puisse obtenir son développement *individuel* maximum. L'Etat doit être la cloche à melon idéale d'une vaste culture potagère — Bracke lui-même parle des « petites plantes qui fructifieraient dans le jardin national » — dont le latin serait l'idéal arrosoir. L'orateur a beau placer dans son développement les considérations les plus pénétrantes sur la valeur éducative de la phrase latine, l'importance de ses remarques ne change rien à sa conception de l'instruction publique, et les collègues qu'il réclame sont bien en définitive la serre chaude idéale de l'individualisme petit-bourgeois.

Réduction du développement de l'esprit au développement de l'esprit critique ; résolution de l'élan d'un peuple en l'activité parcellaire d'individus bien intentionnés : voilà la formule petite-bourgeoise de la culture et de l'enseignement, exposée à la Chambre par l'un des meilleurs porte-parole du socialisme. Lui-même nous en a donné incidemment un commentaire lumineux. Citant la belle formule sociologique d'Auguste Comte : « L'humanité se compose de plus de morts que de vivants », il en tirait cette conclusion, toute d'expérience personnelle : « La vie, c'est dans les livres qu'elle se trouve avant tout. » Ce qui n'est que la formule de vie du petit bourgeois intellectuel. Comment donc s'étonner qu'il ait, en terminant, averti la bourgeoisie du péril qu'il discerne à son sujet : interdire son propre recrutement en perpétuant les privilèges pédagogiques ? « Si c'est cela, disait-il, pensez à la condamnation que vous prononcerez contre vous-mêmes ! » On n'est pas plus obligeant.

Peu de discours ont eu un succès aussi général que ceux de Bracke. Il avait, en effet, rendu au mouvement rétrograde des latinistes bourgeois l'inappréciable service de lui donner un support d'idées générales, et, comme de toute évidence on ne pouvait rien espérer du ministre à cet égard, l'intervention de Bracke fut un secours tombé du ciel. Enfin, en proclamant la nécessité pour la France de retourner à ses origines, il satisfaisait tout le monde, même les adversaires du latin, ainsi que nous le verrons tout à l'heure. Mais cette adaptation du latin aux besoins contemporains est une conception trop caractéris-

tique pour ne pas appeler quelques remarques. L'argumentation de Bracke portait entièrement sur la valeur de la *version* latine pour former *l'esprit critique* et rien d'autre, l'esprit critique et cela suffit. Pourquoi parler, dans ce cas, d'un retour aux humanités classiques ? Une des choses les plus permanentes en France depuis la Gaule romaine ce fut précisément ce mode d'enseignement ; nous le connaissons encore par tradition orale — il forma la génération de nos pères ou grands-pères : il imposait l'*imitation* des classiques (thèmes et vers latins) pour inculquer aux enfants un genre très défini, certes bien étroit, de la beauté littéraire en même temps que le modeste bagage d'idées générales dont les Romains cultivés se contentaient au temps de l'Empire. Les humanités formaient le jugement ; mais ce qu'on leur demandait avant tout, c'était de « former le cœur et le goût » ; on voulait, grâce à elles, perpétuer certaines valeurs esthétiques et morales.

M. Gaston Deschamps venait donc à point nommé lorsqu'à la tribune il parla le langage de ces vieilles humanités. Son discours qui, par ailleurs, tendait à réduire l'évolution de l'enseignement à l'antithèse France-Allemagne et stigmatisait la Sorbonne germanisée, avait le même mérite que celui de Buisson, dans la physionomie générale du débat : l'intérêt d'une salle rétrospective au milieu d'une exposition de peintres archaïsants. Avec ces deux orateurs, l'antique bourgeoisie parlait de morale et d'humanisme, tandis que la bourgeoisie contemporaine songe à aiguïser encore ce fameux sens critique qui déjà ne trouve plus en France que *de la matière* à disséquer.

\*\*

La petite bourgeoisie républicaine, la petite bourgeoisie socialiste avaient étalé leur bilan. Restait (puisque les grands bourgeois se taisaient obstinément) la petite bourgeoisie elle-même, celle du futur bloc des gauches, peut-être la France de demain. Il faut une fois encore détailler ici un diptyque : Herriot parla de notre lendemain, Georges Leygues de notre hier. Ou plutôt Herriot parla d'hier et Leygues de demain. Seulement Leygues parlait de la réforme de 1902 et Herriot de celle de 1922. Expliquons-nous. Un précédent interpellateur, M. Plaisant, avait déjà proclamé que la démocratie (comme la bourgeoisie, la noblesse ou le socialisme) « a besoin de se retourner vers ses origines ». C'était le *leitmotiv* du débat, la grande pensée du cafouillage d'après-guerre. Herriot, en parlant d'une réforme d'enseignement en 1922, ne pouvait à son tour que remonter le cours des âges en empruntant à Wells sa machine à explorer le temps. Leygues, bien au contraire, n'avait qu'à rappeler les intentions du législateur de 1902 pour qu'aussitôt (comme dans le discours de Buisson) il ne fût question que de perspectives d'avenir et de fébrile adaptation au monde moderne. 1902-1922 ! Je conseille la lecture de ces deux discours à quiconque veut savoir où en est la bourgeoisie française.

Mais les paroles d'Herriot ont un autre intérêt. Une fois posée la reculade générale, il s'agit de savoir comment chacune des classes bourgeoises se comportera au

cours de ce mouvement de repli, afin de garder ou de conquérir la suprématie politique tout en restant fidèle aux lois de son propre recrutement ou de sa conservation.

M. Léon Bérard, étant ministre du bloc national, a dû prendre une initiative conforme à la tendance des grands bourgeois. Certaines attaques des radicaux nous fixent en effet à cet égard. Quelle meilleure réplique à l'instabilité des effectifs de la grande bourgeoisie dans la présente fluctuation des fortunes que de rétablir ces humanités latines et grecques qui, automatiquement, *trient sur le volet* ? Sans elles, on aura beau être nouveau riche, pas de savonnette à vilain ! Au temps de Georges Leygues, il fallait avant tout armer le cerveau des fils pour le grand patronat moderne. En 1922, le but le plus pressant est la pure et simple sauvegarde. Barriquons les portes entre les classes, et, pour commencer, entre nous et la foule des boutiquiers. Retournons aux humanités classiques.

La petite bourgeoisie non plus ne pense pas à préparer une fébrile activité économique. Elle aussi est inquiète. Elle aussi est donc un terrain tout préparé pour le traditionalisme. Seulement, elle est la classe ouverte à tout venant. Elle n'est que cela ; il lui faut rester cela. Comment accepterait-elle donc le latin, enseignement aristocratique ? Aussi écoutez Herriot : classiques nous le serons, avec tout le monde, mais à cette condition expresse ! Et voici la solution : pas de classicisme latin, mais vive le *classicisme français* ! Et aussitôt, avec une dextérité parfaite, M. Herriot se met en devoir de démontrer que les auteurs des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles (que tout le monde peut acheter dans la collection Garnier ou la collection Charpentier pour peu qu'on ait une modeste aisance) renferment en eux-mêmes toutes les vertus toniques et reconstituantes que Bracke (par un daltonisme bien compréhensible) avait attribuées au seul latin : *former l'esprit à l'analyse*. Cette formule de culture pour tous (d'ailleurs suggérée au parti radical par le solide instinct bourgeois du Conseil supérieur de l'Enseignement) permettra enfin d'« abolir la notion de classe dans l'enseignement ». Et Herriot termine par ce petit examen de conscience : « Nous avons bien pu fonder la démocratie politique, l'égalité politique dans la démocratie. Avons-nous fondé la démocratie économique ? Je ne le crois pas, pour ma part. Mais nous n'avons pas fondé la démocratie intellectuelle. » Cette abolition de la motion de classe dans l'enseignement « serait la mesure la plus heureuse, la plus prudente pour assurer à notre pays la réalisation paisible de ses destinées. »

\*\*

Je ne voudrais pas achever cet examen du débat parlementaire sans situer parmi les autres le discours de Léon Daudet. Le retrait général de la bourgeoisie lui donnait un rôle inespéré de chef de file. Mais l'*Action Française* est trop loin de la présente société pour comprendre même sa vieillesse. Le discours de Daudet sur l'évolution de l'enseignement français au XIX<sup>e</sup> siècle montra une fois de plus que, pour les esprits de sa secte,

tout se passe dans le domaine des idées abstraites. Ecoutez donc cet ingénieux récit d'aventures intellectuelles. L'enseignement des jésuites, enseignement idéal, mettait l'homme, donc l'humanisme au premier plan. Mais, après l'engouement scientifique de 1860, l'homme passa au rang de produit naturel, objet d'une science parmi d'autres. Cependant Kant avait perpétré un crime atroce, un vrai crime de « boche » contre la claire raison française : sa critique avait tué l'humanisme en séparant à jamais le sujet de l'objet (comme Einstein a osé, par sa théorie de la relativité, démolir la mécanique de ces messieurs de l'Académie des Sciences). L'engouement de l'Université pour le Kantisme installa l'Allemagne à demeure dans nos écoles — enfer et damnation ! comme jurait Berlioz. La voie de salut ? 1<sup>o</sup> revenir à Monsieur Descartes. 2<sup>o</sup> Apprendre le latin dans les écoles primaires, ce qui permettra (toutes les fois où l'instituteur ne saura pas le latin) d'avoir recours aux bons offices du curé !!!

Ce discours, où l'on reconnaîtra la pensée critique de Charles Maurras, était évidemment insuffisant pour représenter dans le débat les tendances de la grande bourgeoisie, de même qu'un autre outsider, M. de Baudry d'Asson, ne devait faire qu'un plaidoyer particulier pour les écoles congréganistes. Heureusement l'*Echo de Paris* s'était chargé de la véritable profession de foi. Le *Billet de Junius* du 12 juin contredisait d'avance l'utopie de Daudet : le latin à l'école primaire. « Junius » n'a pas mâché ses mots. Il veut qu'on borne à l'instruction professionnelle « les enfants qui seront pauvres ». Car « asseoir sur les mêmes bancs, pour leur imposer les mêmes programmes, des enfants dont les familles ont une existence de luxe, et des enfants dont les parents ont besoin de leurs bras, c'est éveiller plus tôt cet horrible sentiment d'envie sociale, d'autant plus intense que le contact est plus étroit. » Ce merveilleux exposé de principe se termine sur l'évocation des deux terreurs immédiates, — le bloc des gauches nationalisant l'enseignement, donnant le monopole à l'école unique de l'Etat (plus de jésuites), et surtout le classique épouvantail : Jules Vallès ! L'enseignement généralisé, dans une société économiquement stationnaire, c'est la multiplication des Jacques Vingtras : halte-là !

Ainsi la bourgeoisie, dont la loi organique est l'ascension sociale (« Junius » et Daudet l'ont expressément admis), pèse avec anxiété le pour et le contre d'une réforme généralisant le procédé d'ascension par la culture, l'un des premiers principes républicains. Buisson, Hersent, Bracke, Herriot disent : il faut recruter pour vivre. A quoi seul « Junius » répond franchement : pourquoi recruter quand il n'est plus question de se développer ? L'extrême indécision bourgeoise a donc empêché et empêchera encore, à la session prochaine, toute adaptation de l'enseignement aux besoins nouveaux de la bourgeoisie : pour la raison bien simple que ses intérêts économiques sont redevenus contradictoires après la foire de l'usage de guerre, et que le chaos européen empêche chacune des fractions bourgeoises (comme d'ailleurs toutes les classes) de discerner sans hésitation son réel intérêt.